

Thème 5 : Analyser les relations entre Etats et religions (24-25 heures)

Horaires ? Introduction (2h-3h) pour poser le sujet, partir des représentations élèves et des exemples pour problématiser. Reste 21h pour le thème plus évaluation ?

7h par axe (14h) mais pas parité obligatoire (3h-4h par thème ?)

Reste 7-8h pour thème conclusif ? Répartition très variable selon les thèmes à traiter, les envies du professeur et en fonction des travaux demandés aux élèves.

Relations institutionnelles et géopolitiques et non des pratiques individuelles.

Introduction Etats et religions aujourd'hui

Problématiques possibles : L'Etat peut-il, doit-il avoir une religion ? Qu'est-ce qu'une religion officielle ?

Axe 1 : Pouvoir et religion : des liens historiques traditionnels :

-Le pape et l'empereur, deux figures de pouvoir : le couronnement de Charlemagne.

-Pouvoir politique et magistère religieux : le calife et l'empereur byzantin au IXe-Xe siècle, approche comparée.

Construction des liens entre rivalités (conflits) et associations du politique et du religieux avec incidences sur les individus et les sociétés. Dans des espaces vastes et des temporalités où la religion est l'essence même des sociétés.

Axe 2 : Etats et religions : une inégale sécularisation :

-La laïcité en Turquie : l'abolition du califat en 1924 par Mustapha Kemal.

-États et religions dans la politique intérieure des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale.

A l'échelle d'un Etat avec des évolutions internes dans un sens ou d'un autre et deux exemples de sécularisation différente.

-Turquie : volonté politique dans le but de construire une société moderne à l'occidentale, avec rapidité, avec une population assez homogène religieusement (écrasante majorité de musulmans), modèle très sécularisé (Etat et société) mais avec une remise en cause de nos jours. L'Etat construit une nation.

-États-Unis : la sécularisation progressive et non achevée d'une société d'un Etat démocratique et laïque, l'évolution d'un modèle protestant centré sur l'individu et confronté à l'essor du pluralisme religieux et du communautarisme.

Objet de travail conclusif : Etat et religions en Inde : thème conclusif pour réinvestir des notions, des connaissances dans la logique de comparaison et des méthodes acquises antérieurement. Et pour voir et comprendre un autre modèle centré sur d'autres religions (pas celles du Livre)! *Comprendre que la sécularisation est un mouvement localisé d'intensité variable.*

Jalons

-Etats et religions : « sécularisme » et dimension politique de la religion. « Sécularisme » entre guillemets

-Les minorités religieuses

-Des enjeux géopolitiques : l'Inde et le Pakistan

Comment articuler cet ensemble ?

Montrer ce qu'est le sécularisme indien, qu'il permet l'existence des minorités religieuses mais qu'il est en tension dès l'origine, car des heurts et des violences existent, nourris par des enjeux géopolitiques (rivalités et enjeux de pouvoir) entre l'Inde et le Pakistan.

Lecture de la situation indienne en miroir avec le Pakistan mais sans faire l'étude de la situation au Pakistan.

Etude des rapports des religions à l'Etat, rapport des religions à une démocratie particulière : démocratie récente marquée par l'omniprésence du religieux et système des castes, et la prise en compte de la communauté (plus que l'individu) => modèle original (pas de sécularisation de la société comme en Turquie ou France), reconnaissance du citoyen et du communautarisme en même temps : sécularisme (pas sécularisation) une laïcité à l'indienne.

Idée de débiter l'étude par une présentation de la société indienne et pas directement par la notion pour poser des mots sur des communautés souvent ignorées des élèves.

Problématique : comment s'articule en Inde les rapports entre l'Etat et les religions ? Quelle place la religion a-t-elle dans les relations géopolitiques avec le voisin pakistanais ?

Propositions de démarche

I. La mosaïque religieuse indienne

II. Le sécularisme dans l'Inde contemporaine

III. Le modèle indien en tension

I. La mosaïque religieuse indienne

-carte des religions en Inde : religions importantes du pays (hindouisme, Islam, sikhisme) et des religions très minoritaires (jaïnisme, bouddhisme) et perçues comme importées : chrétiens, parsis, juifs (Islam à part).

-carte des districts : prépondérance de l'hindouisme : census de 2011, 80 % Hindous, 13% musulmans (nord et pourtour Bangladesh mais aussi plaine du Gange (grandes villes) 3^e état musulman de la planète 170 Millions de personnes !, 2% Sikhs au Penjab, 2% bouddhistes et 1% Chrétiens au nord est.

Travail possible sur les différentes communautés par les élèves (seulement les propres à l'Inde, pas Christianisme ou Islam), avec images et sources.

Le Jaïnisme est une religion aussi ancienne que l'hindouisme, assez proche de ce dernier. Le jaïnisme aurait été révélé par une succession de maîtres qui ont trouvé la solution pour aller au-delà des réincarnations. Mahāvīra, qui vécut de 597 à 527 av JC, est considéré comme le fondateur de la communauté ; devenu prophète, il prend le titre de Jaina ou conquérant spirituel. Les jaïns pensent que seule une âme totalement pure peut atteindre la délivrance. Pour la purifier, il convient de suivre diverses pratiques ascétiques, comme le jeûne, la méditation ou la retraite. Parmi les vertus qu'ils ont recommandées, la non-violence tient la première place, et va être poussée par eux jusqu'à l'excès.

Les Parsis : Les parsis, aujourd'hui présents dans une dizaine de pays, sont environ 180 000 (dont 69 000 Mumbai), Les Parsis sont une communauté zoroastrienne d'origine iranienne arrivée en Inde dans la région de Bombay au VIII^e siècle, fuyant l'arrivée de l'islam. Elle a pu préserver sur ce nouveau territoire ses pratiques rituelles originelles sous la forme de l'adoration du feu (fils de la divinité primordiale, Ahura Mazda) et d'une exposition du défunt à l'air libre lors des funérailles. 800 funérailles parsis en 2014 à Mumbai (Malabar Hill).

-Carte par district : montre écrasante majorité hindouiste majoritaire presque partout

-Carte du nord est (Assam) montre la grande imbrication des communautés les unes avec les autres.

=>Grande diversité par Etat (Etat fédéral 29 Etats et 7 territoires) : pas d'uniformité par Etat, coexistence ancienne, difficile à cartographier. Avec 1,31 milliards d'habitants !

La religion dans le quotidien

-Scène de rue à Varanasi 10 février 2014 , Atul Loke Doc Photo

Entrée temple de Shiva à Bénarès bord du Gange, voisine d'une boutique de matériel électrique. Un homme vend des colliers de fleurs qui pourront tenir lieu d'offrandes. Images de divinités dans les échoppes.

Image de Ganesh : Jovial et dodu, le dieu à tête d'éléphant est tenu en grande affection, car il lève les obstacles. Sa monture ressemble à un rat, qui évoque la malice de Ganesh, le rat étant réputé espiègle. Le cobra suggère des liens avec Shiva ; le troisième œil au milieu du front est un symbole de sagesse. Son image orne aujourd'hui la porte des demeures et des temples de toute l'Inde.

-Bains de purification dans le Gange

-Autel domestique

-Temples des minorités (mosquées) dans le paysage (ici New delhi).

Que retenir de cette diversité ?

-Une majorité hindouiste et de nombreuses minorités qui s'expliquent par la construction historique de ce pays.

-des religions visibles (nombreux temples et adeptes), pas de refoulement du religieux.

-une société religieuse à la fois dans la sphère privée et dans la sphère publique (même portée par les dirigeants politiques) où s'expriment une liberté religieuse et des rites.

⇒ Une société peu sécularisée (à la différence des exemples turcs et étatsuniens)

II. Le sécularisme dans l'Inde contemporaine

Comment gérer la grande diversité religieuse du pays, à plus forte raison dans une société très peu sécularisée ?

Emergence du concept de sécularisme : un pouvoir politique dissocié de la religion

L'Inde a été gouvernée par des gens d'obédience religieuse très diverse (souverains hindous, puis musulmans du 13^e au 18^e, puis pouvoir britannique perçu comme chrétien). Les similitudes sont plus fréquentes que les différences, les continuités plus importantes que les ruptures.

Avant la colonisation britannique, l'Etat a dû s'accommoder très tôt de la pluralité religieuse. Cela explique qu'il n'y ait jamais eu de volonté de construire l'Etat sur une unité religieuse.

La pluralité religieuse est intrinsèque à l'hindouisme. Il y a les Brahmanes au sommet, les guerriers (dont les rois) au 2^{ème} rang puis les autres jusqu'aux Dalit qui sont hors classe donc des pratiques et des pensées différentes, mais aussi des cultes locaux, régionaux, très différents selon les Etats, les langues etc.

Avec l'hindouisme, la religion est au-dessus des rois.

Dans les différentes entités politiques du monde indien dominés par l'hindouisme, le roi devait s'associer au brahmane pour asseoir son pouvoir, le roi n'était souverain que pour toutes les affaires non religieuses. En revanche, les brahmanes vivaient des largesses du roi et étaient donc sous la dépendance financière du roi. Il y a toujours eu interdépendance entre les tenants de la religion et le souverain. Ainsi la liberté des cultes, des rites est laissée aux sujets du roi car cela ne relève pas de la décision du souverain.

Lors du règne des souverains musulmans, la charia est bien mise en œuvre dans les territoires qu'ils contrôlent et où la population est musulmane mais les souverains s'adaptent au local et donnent des régimes spécifiques à leurs sujets non-musulmans. L'Islam ne régissait pas la conduite du gouvernement. Des communautés autres que musulmanes étaient présentes dans l'appareil d'Etat, ainsi il y avait des ministres hindous. D'où des monarques musulmans pendant six siècles avec des populations hindous à 75% !

Autre exemple, jusqu'aux années 1950, les souverains hindous du Cachemire régnaient sur une population majoritairement musulmane.

Les britanniques introduisent une forme moderne de sécularisme. Au 18^e ils introduisent dans le Raj (empire des Indes) un système juridique nouveau, notamment pour le judiciaire, le droit commercial etc. Les juges coutumiers hindous et musulmans sont remplacés pour ces aspects juridiques par des juges britanniques ou indiens formés au droit anglais et appliquent un droit égal pour tous sans distinction.

En revanche, pour le droit familial, les communautés gardent leurs pratiques (sur le mariage, le divorce, la succession, l'héritage etc.) gardent la loi religieuse.

=> Le droit (en matière criminel, en matière de commerce) est progressivement sécularisé mais c'est la religion qui règle le droit familial. C'est la reconnaissance du statut personnel de chaque individu, considéré selon son appartenance à une communauté religieuse. « Hindu Personal law », « Muslim Personal law »

Dès l'origine, le sécularisme dans le sens reconnaissance et acceptation des autres religions.

Le Sécularisme « moderne » naît avec la République indienne

Une naissance dans des conditions dramatiques après la proclamation de l'indépendance du pays, et des deux Pakistan. Les violences sont immédiates dès le 14 août 1947 et prennent la forme de nettoyage ethno-religieux dans les zones frontalières et dans les quartiers mixtes des grandes agglomérations. 1 million de victimes en trois mois seulement, 9 millions d'hindous et de Sikhs fuient le Pakistan, 6 Millions de musulmans fuient l'Inde.

Le partage Inde / Pakistan a profondément marqué les Indiens. Pour les fondateurs du Pakistan, les souffrances révèlent l'importance de la question religieuse et l'Etat pakistanais construit sa légitimité et la nation pakistanaise sur la défense de la religion. Le Pakistan se proclame république islamique en 1956 et en 1973, la constitution pakistanaise érige l'islam en religion d'Etat (même si elle reconnaît les minorités).

En Inde, l'effet est inverse, dans un territoire où les communautés religieuses restent nombreuses (tous les musulmans ne sont pas partis et n'ont pas été incités à le faire par le nouvel Etat), le sécularisme existant est pensé comme nécessaire pour la survie du pays, tout du moins pour le maintenir dans ces limites territoriales où les communautés sont souvent imbriquées. Les racines de cette pensée sont anciennes on l'a vu mais on les retrouve aussi dans les mots en 1909 de Gandhi « Nulle part au monde religion et nationalité ne peuvent être synonymes et cela n'a jamais été le cas en Inde ».

Etude du drapeau indien Le drapeau indien est un symbole du sécularisme : bandes aux couleurs des religions, roue bouddhiste, bandes de taille égale pour montrer l'égalité des religions. L'Etat reconnaît des jours fériés propres à chaque religion et jours fériés pour tous, fêtes hindous et musulmanes.

L'Etat qui naît en 1947 n'appuie pas sa légitimité sur une religion particulière (à la différence du Pakistan). L'unité politique ne s'est pas construite sur des bases religieuses.

L'Etat ne reconnaît pas de religion officielle, et chaque religion est considérée avec pareille bienveillance. Neutralité de l'Etat. « L'unité dans la diversité » selon les mots de Nehru. Et diversité dans l'unité.

Cette neutralité induit aussi que les religions n'interviennent pas dans les affaires économiques, sociales et politiques.

Le projet politique du parti du Congrès (de Gandhi et de Nehru) ne recherche pas la création d'un Etat-nation homogène, il ne mène pas une politique d'assimilation pour fonder une société laïque très sécularisée ou une société homogène autour de la religion dominante. Ici dans l'exemple indien, il y a une continuité entre la politique menée du temps de l'Etat monarchique ou impérial et celle mise en œuvre dans la construction de la nation indienne (ce qui ne se retrouve pas du côté pakistanais).

Ce terme « secularism » apparaît dans la constitution indienne en 1976. Mais la liberté de culte, de conscience et d'expression est présente dès 1950.

Art.15 interdiction des discriminations

Art.16 et 29 interdit toute discrimination dans la fonction publique et le recrutement dans les écoles.

Art 25 garantit la liberté de conscience et de culte à condition de ne pas troubler l'ordre public, la morale et la santé

Il s'appuie sur des principes constitutionnels (la liberté religieuse, la neutralité de l'état, la citoyenneté) qui s'appliquent indépendamment du statut personnel. Au regard du droit, c'est un système dualiste car les communautés religieuses ont un système juridique qui leur est propre et l'Etat le sien.

Mais il y a des ambiguïtés, des interférences entre l'Etat et les communautés.

L'éducation est symptomatique des ambiguïtés de l'Etat.

Sur la neutralité de l'Etat par exemple, l'instruction religieuse est interdite dans les écoles publiques, mais elle est optionnelle donc autorisée dans les écoles privées subventionnées par l'Etat.

La discrimination est interdite en Inde. L'Indien est un citoyen avant tout, avant son appartenance religieuse.

Néanmoins, il y a des quotas dans l'administration et pour l'entrée à l'Université pour les basses castes : c'est au nom de leur protection, mais c'est aussi reconnaître et entériner le communautarisme et l'appartenance au système des castes pourtant dénoncé par ce même Etat. (C'est une discrimination positive qui ne devait pas durer, mais c'est en fait toujours là).

La liberté religieuse est le principe le mieux respecté. Néanmoins certaines pratiques peuvent être soumises à des conditions ou interdites comme la sati = tradition de la veuve se jetant sur le bûche funéraire de son mari ou encore l'intouchabilité supprimé par l'Etat car portant atteintes aux personnes. L'Etat veille ainsi à ce que les intouchables puissent accéder à tous les temples hindous. Il veille à l'application de la constitution au sein des communautés d'où ces interférences de l'Etat.

L'Etat se donne le droit de modifier le statut personnel au nom de la conduite de réformes sociales, ou à des fins de justice sociale.

Le divorce demandé par les femmes hindoues a été autorisé, l'héritage pour les filles hindoues aussi.

Cela est vrai pour la communauté hindoue. Cela n'a pas eu lieu avec la communauté des musulmans indiens qui ne veulent pas que l'Etat s'empare du sujet et modifie leur statut personnel (en réponse peut-être au statut du musulman modifié et clarifié au Pakistan).

- ⇒ En conclusion, il existe une grande flexibilité dans le rapport entre communauté religieuse et Etat, mais qui révèle la dimension politique accordée aux communautés religieuses, et la politique pragmatique de l'Etat indien : une forme de communautarisme politique
- ⇒ Paradoxe d'une constitution séculière en théorie coexistant avec des corps politiques communautaires en pratique : la laïcité à l'indienne

III. Le modèle indien en tension

1. La reconnaissance des droits des communautés religieuses et leur degré d'autonomie est en débat dès l'indépendance.

Des mouvements nationalistes hindous rejettent le secularism car il donne trop de concessions aux musulmans. Le RSS (organisation volontaire nationale) créé dès 1925 luttait à l'époque contre les britanniques, le séparatisme musulman et les atteintes à la Dharma (loi naturelle hindouiste). C'est un membre de la RSS qui assassine Gandhi en janvier 1948.

La coexistence des différentes communautés a souvent été difficile et marquée par des violences récurrentes encore aujourd'hui.

Carte sur ppt zones de conflictualités en 2010,

Pogroms anti musulmans 2002 Gujarat, idem Mumbai 2008 (après attentats)

Insurrections nombreuses en Assam, rébellions sporadiques (musulmans, chrétiens, peuples indigènes adivasi) qui réclament des droits politiques, l'autonomie (un Etat dans l'Etat fédéral Nagaland 1963) ou l'indépendance.

Le pays est confronté à des tentations séparatistes, des demandes de reconnaissance identitaire et ethnique, de création d'Etats tribaux. Le cas du cachemire dès l'indépendance mais d'autres aussi.

Les Sikhs devenus majoritaires au Penjab souhaitaient un Etat purement Sikh : représailles en 1984 contre temples Sikhs qui hébergent milices indépendantistes (Amritsar temple d'or). En représailles, Indira Gandhi assassinée en oct 1984 et émeutes contre les Sikhs. Certaines demandes ont été satisfaites (2000 Chhattisgarh et Jharkland).

Dans la plus grande démocratie du monde, outre l'existence de partis politiques « classiques » parti du congrès, parti communiste indien, parti maoïste, émergent dans les années 80 des partis identitaires fondées sur oppositions de castes et de religions (parti dalit en Uttar Pradesh d'inspiration bouddhiste), des mouvements politiques religieux qui portent les revendications des communautés : Welfare party of India (2011) recueillent les voix des musulmans, Bharatiya Janata Party (BJP) pour le vote hindouiste, principal opposant à partir de 1996.

2. Un lieu de conflictualité majeur : le Cachemire

Le contentieux avec le Pakistan sur la question du Cachemire depuis l'indépendance des deux pays constitue un abcès de fixation pour l'Inde, les affrontements avec les insurgés et l'armée pakistanaise étant fréquents. C'est aussi en grande partie sur cette opposition que repose l'identité des deux pays : affirmation de l'Islam pour le Pakistan, défense du multiculturalisme pour l'Union indienne.

<https://www.youtube.com/watch?v=5aivc7zzD6E> Le dessous des cartes 2011

Rappel sur le Cachemire : Essentiellement peuplé de musulmans, il est gouverné par un prince hindou, le maharadjah Hari Singh, de la dynastie Dogra. Dans un premier temps, celui-ci tergiverse, refuse de choisir entre l'Inde et le Pakistan. Victime de raids de tribus pathanes venues du Pakistan et auxquelles se joint une partie de la population locale, le Cachemire demande (en octobre 1947) à être rattaché à l'Inde pour contrer ces attaques. L'armée indienne combat dès lors celle du Pakistan, venue en renfort (mars 1948).

A la demande de l'Inde, l'ONU intervient et négocie un cessez-le-feu. Celui-ci entre en vigueur le 1er janvier 1949.

Les armées indienne et pakistanaise se retirent de part et d'autre d'une ligne de contrôle qui divise de facto le Cachemire en deux : les deux tiers forment l'État fédéré indien du Jammu-et-Cachemire (capitale Srinagar), le Pakistan administrant le dernier tiers, qui comprend deux entités : l'Azad Jammu-et-Cachemire ("Jammu-et-Cachemire libre", capitale Muzaffarabad) et les Territoires du Nord (capitale Gilgit). Un référendum d'autodétermination doit être organisé par l'Inde (qui s'y refuse par la suite). La monarchie cachemirienne est abolie en 1952. En 1965, la question du Cachemire conduit de nouveau les deux États à se livrer une guerre que perd le Pakistan. La région du Cachemire située à très haute altitude dans l'Himalaya est, en outre, un véritable "château d'eau" pour l'Inde et le Pakistan car elle permet de contrôler le bassin de l'Indus. Or pour ces deux pays l'eau du fleuve est vitale pour irriguer les cultures et nourrir les populations.

Des conflits emboîtés dont la nature évolue

-D'abord question religieuse entre communautés puis question de la maîtrise des ressources en eau

- Question de souveraineté : rivalités politique Inde-Pakistan, quatre conflits donc trois au Cachemire (1947, 1965, 1971, 1999) puis avec la Chine dès 1962.
- Le développement d'un islam militant (Djihad) dans les années 1990 (après guerre d'Afghanistan) change la nature des affrontements. Le Pakistan fournit un appui logistique important aux militants islamistes, ce qui a nourrit des actions terroristes jusqu'à très récemment (Attentats à Mumbai en 2008 188 morts).
- Des rivalités modifiées en profondeur par la nucléarisation des deux Etats en 1998 ce qui explique un dialogue maintenu.

3. Des tensions qui ont des répercussions sur la politique nationale, régionale et mondiale de l'Inde

-Ce lieu de conflictualité a des incidences sur la vie politique Indienne depuis l'indépendance (suspicion de 5^e colonne des musulmans indiens et discriminations des cachemiris) et nourrissent les revendications notamment des partis hindouistes à l'encontre du modèle indien multiculturel.

-Le conflit territorial au sujet du Cachemire a structuré la diplomatie des deux États, les a incités à **participer à des systèmes d'alliances opposés et à nouer des alliances de revers.**

-La construction d'un système d'alliances régionales.

Avec le Bangladesh : soutien de l'armée indienne à son indépendance en 1971 et règlement des frontières en août 2015 (111 enclaves bangl en Inde, 51 enclaves indiennes au bangl).

Avec le Sri Lanka, politique de développement et soutien au gouvernement bouddhiste contre les Tigres tamouls (hindouistes) et pour contrer les mouvements séparatistes tamouls en Inde et l'influence de la Chine dans le pays.

Avec les Etats himalayens, aide et soutien avec Népal et Bhoutan

-Un système d'alliances internationales indien qui se modifie en fonction des circonstances et des besoins du pays :

Jusqu'aux années 1990-2000, le Pakistan s'est allié aux États-Unis et à la Chine. L'Inde a trouvé appui auprès de l'Union soviétique puis de la Russie et de l'Iran.

Mais ces alliances se transforment : rapprochement USA/Inde et négociations et rapprochements éco Inde/Chine
Les tensions demeurent : rivalités sur collier de perles chinois et contre projet de corridor énergétique Pakistan/Chine (port de Gwadar jusqu'au Xijiang chinois) par cachemire pakistanais : la menace d'encerclement par la Chine conduit à un développement important des dépenses militaires indiennes.

4. Les menaces sur le sécularisme avec l'arrivée des nationalistes La montée du BJP

Le modèle indien est de plus en plus menacé. Bharatiya Janata Party (BJP) législatives de 2014 victoire sur le parti du congrès (282 sur 545 sièges). Electeurs indiens lassés par parti du congrès et corruption, surtout Inde du nord et grandes métropoles, pas sud et est où partis régionaux solides dans contexte d'affirmation identitaire, de tensions communautaires (après attentats de 2008), de tensions internationales.

Son leader Narendra Modi ancien gouverneur du Gujarat. Février 2002 tension à Godhra, 59 pèlerins hindous meurent dans l'incendie d'un train. Le lendemain, pogroms antimusulmans, environ 2000 morts 125 000 personnes en fuite et sans abri.

BJP affirme que nation indienne et religion hindoue se confondent. Nation indienne constituée de tous les hindous mais aussi des Indiens qui prêteraient allégeance aux symboles hindous.

Tensions et affrontements sur la consommation de viande bovine.

BJP réclame un code civil unique et l'abolition du statut autonome du Jammu et Cachemire. Il propose une définition ethnique de la citoyenneté

Ce nationalisme est un mouvement de défense des hindous, les religions nés en Inde sont tolérées, musulmans et chrétiens n'ont pas de place. Pour eux, les hindous sont au sommet de la connaissance.

Ils ont introduit des cours d'astrologie, de mathématiques védiques, le yoga est élevé au statut de science, on peut avoir un doctorat en yoga.

Il y a une volonté de réécrire l'histoire (masquer l'assassinat de Gandhi, le Taj Mahal). Ils veulent faire de personnages mythologiques des personnages réels (idée de l'existence de Krishna). Ils font remonter la colonisation à l'arrivée des musulmans au VIII^e siècle. Les musulmans et les chrétiens sont donc des étrangers. On veut occulter les périodes de règne des musulmans.

Cette réécriture concerne les manuels scolaires et cela implique des discriminations faisant des chrétiens et des musulmans des citoyens de seconde zone.

Conclusion Le sécularisme à l'indienne est une particularité, un modèle original. c'est sa flexibilité qui a fait son succès, mais qui sans doute aussi le met en danger aujourd'hui.

Annexes/ Ressources

Jaffrelot Christophe: l'Inde de Modi, national-populisme et démocratie ethnique, Fayard, (mars) 2019

L'avant dernier numéro (janvier avril 2019) de questions internationales (la documentation française) portant sur le thème "le réveil des religions" et notamment un article de Saint Mézard Isabelle: "l'Inde de Narendra Modi ou l'hindutva au pouvoir" pp. 131 -137

RFI avril 2019

«Les élections législatives indiennes débutent ce jeudi 11 avril et dureront près de six semaines. Après cinq ans de mandat du Premier ministre Narendra Modi, 900 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour déterminer l'avenir de la plus grande démocratie du monde. Le dépouillement débutera le 23 mai et les résultats seront connus le même jour.

« Les électeurs indiens se rendent aux urnes du 11 avril au 19 mai pour renouveler la chambre basse (« *Lok Sabha* ») de leur Parlement. Bicaméral, le pouvoir législatif indien est composé d'une chambre haute (« *Rajya Sabha* » ou la chambre des États fédéraux) et d'une chambre basse (« *Lok Sabha* » ou la chambre des peuples). Les 250 membres de la chambre haute sont élus par voie indirecte pour un mandat de six ans. Le scrutin législatif qui débute ce 11 avril permettra de renouveler les députés de la chambre basse, élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. En Inde, les législatives se déroulent selon le mode de scrutin uninominal à un tour, connu aussi sous le nom de scrutin majoritaire, car les sièges à pourvoir sont attribués aux candidats ayant obtenu la majorité des voix.

La commission électorale nationale, très respectée, veille au déroulement du vote. En raison du défi logistique que représente l'organisation du scrutin dans un pays grand comme cinq fois la France et presque vingt fois plus peuplé, la commission électorale indienne a dès le début fait le choix d'échelonner l'exercice sur plusieurs semaines. Le scrutin législatif de 1951-52 qui est resté dans les annales de la démocratie indienne comme une « première » historique, avait duré trois mois. Le souci des autorités de sécuriser les bureaux de vote en déployant les forces de sécurité dépendant du gouvernement fédéral, considérées plus fiables que les policiers locaux, explique aussi pourquoi ce qu'on appelle les « élections générales » se déroulent sur plusieurs semaines.

Les enjeux sont à la fois économiques et politiques. Les législatives de 2019 opposent deux visions de l'Inde, celle des nationalistes religieux du BJP dirigé par le Premier ministre **Narendra Modi**, qui brigue un second mandat pour lui-même et les siens, et celle incarnée par l'opposition menée par le parti du Congrès, d'obédience socialiste, qui défend les valeurs de la pluralité et la laïcité.

Le principal challenger du tout-puissant Premier ministre indien n'est autre que **Rahul Gandhi**, l'héritier de la dynastie Nehru-Gandhi dont le destin se mêle à l'histoire contemporaine de l'Inde et à celle du parti du Congrès. Cet arrière-petit-fils du fondateur de l'Inde moderne, Jawaharlal Nehru, et petit-fils d'Indira Gandhi a fini par s'imposer au cours des derniers mois comme un adversaire sérieux de Narendra Modi en arrachant à son parti, lors des élections régionales de 2018, le contrôle de plusieurs États-clés du nord de l'Inde, bastion du BJP.

Rahul Gandhi, les leaders régionaux tels que Chandrababu Naidu, le ministre en chef de l'État méridional de l'Andhra Pradesh, la ministre en chef du Bengale Mamata Banerjee ou encore Akhilesh Yadav, le chef charismatique du Samajwadi Party enraciné dans l'État de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, sont quelques-unes des personnalités politiques influentes qui se dressent aujourd'hui sur le chemin du Premier ministre Narendra Modi dans sa campagne pour un deuxième mandat à la tête du pays. En cas de Parlement sans majorité claire, suite au dépouillement des résultats des votes, prévu le 23 mai, ces dirigeants régionaux pourraient s'allier avec le Congrès pour former le prochain gouvernement à New Delhi.

L'organisation des élections est un exercice titanesque dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, avec plus de 900 millions de personnes inscrites, soit 4 fois plus que le corps électoral des États-Unis. La « *Lok Sabha* » compte 545 membres dont 543 membres élus, nécessitant aux formations politiques d'atteindre le seuil des 272 sièges pour former seul un gouvernement. Cette année, les électeurs indiens auront à choisir parmi plus de 8 000 candidats à la députation, représentant 1 841 partis politiques reconnus par la Commission électorale nationale. »

RFI 23 mai 2019 : Les nationalistes hindous, au pouvoir en Inde depuis 2014, sont reconduits haut la main pour cinq ans. Les résultats annoncés jeudi 23 mai sont clairs et nets : le BJP et ses alliés auront plus de 300 sièges sur 542 dans la nouvelle chambre des députés. <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/elections-legislatives-en-inde-le-succes-triomphe-de-narendra-modi>

Laurent ARNAUD, Académie de Limoges, avril-mai 2019